

# Ce Monde inquiet sent la poudre

« Le Droit ne gagne pas à chaque fois, mais cela vaut néanmoins la peine de se battre pour son Droit » - Édouard Kuttin, Président de la Libre Pensée du Luxembourg.

Ce Numéro 12 des *Cahiers de l'Observatoire Social de la Libre Pensée* nous semble très riche et nous espérons qu'il vous sera utile pour vos travaux et actions. Il contient comme d'habitude des questions d'actualités et une partie historique qui porte (après les Numéros sur *les Communistes-Libertaires* - UTCL - et celui sur la CGT) sur la CGT-Force Ouvrière.

Nous revenons d'ailleurs sur les **Communistes-Libertaires** à travers *la Plateforme d'Archinov*, souvent citée, mais assez peu étudiée et c'est bien dommage pour la **Culture ouvrière**. Un autre pan de **l'Histoire de l'Anarchisme** est aussi abordé dans ce Numéro à partir de « *Bookchin et l'Écologie sociale* ». Et bien sûr aussi, à travers l'action et le combat de notre Camarade **Alexandre Hébert**, Libre Penseur s'il en fut, **Anarcho-Syndicaliste** et **Militant ouvrier Syndicaliste**.

## *La Guerre et ses effets immédiats*

Nous sommes dans un monde en crise sur un front de Guerre très présent. L'UNESCO a rendu public en 2021 que le nombre d'enfants privés d'École a augmenté de 6 millions cette année-là, alors que le **Droit à l'Éducation** est censé être une priorité depuis l'adoption en 1989 du *Traité des Droits de l'Enfant* et que, plus fondamentalement, ce Droit était déjà affirmé dans l'Article 28 de la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme*. À Gaza, en Palestine, où les **Fascistes-Sionistes** commettent le **Génocide du Peuple Palestinien**, 80% des 560 écoles ont été détruites. Les Fascistes ont toujours détesté la Culture et l'Instruction.

Un habitant de la Planète sur quatre vit avec moins d'un euro par jour et 80 millions d'Européens vivent sous le seuil de la Pauvreté. Plus de 50 pays dans le Monde consacrent plus de 10% de leurs recettes fiscales au seul service de la Dette, ce qui entraîne en moyenne des coupes budgétaires de plus 30% qui frappent les plus pauvres. Plus de 2 milliards de personnes doivent vivre dans des États qui dépensent davantage pour rembourser leurs créanciers que pour financer la Santé et l'Éducation.

Je voudrais me référer à trois excellents articles parus dans *Médiapart* qui me semblent bien éclairer les choses (références à la fin de cet *Éditorial*). Ils sont si édifiants qu'ils se passent de commentaires :

**Martine Orange** dans *Industrie : l'hémorragie sans fin* : Mais qui en parle ? La destruction du tissu industriel hexagonal se déroule dans une indifférence généralisée, les responsables politiques préférant discourir de leurs Primaires ou du travail le **1er Mai**. Aucun autre pays européen, à l'exception du Royaume-Uni, n'a connu un taux de désindustrialisation aussi massif au cours des dernières décennies. Entre 1974 et aujourd'hui, la part de l'industrie dans le **PIB** est tombée de 28,7 % à 10 % - un niveau comparable à celui du Luxembourg ou de Malte -, contre plus de 20 % en Allemagne et 17 % en Italie.

Les nouvelles fermetures vont nous faire tomber encore plus bas. Surtout, les drames actuels risquent d'empêcher tout rebond futur et de brider durablement l'avenir économique du pays.

Car tous les écosystèmes territoriaux et les filières qui s'étaient construits au fil des années sont en train de se démailler en même temps. Une usine au milieu de nulle part n'a aucun sens : elle n'a pas le réseau pour l'accompagner...

Depuis 2024, elle (*la CGT*) a recensé **545 Plans sociaux**. En un an, leur nombre a été multiplié par deux. Ces chiffres se trouvent confirmés par les données publiées le 13 avril par le **Groupe Altares**. L'année 2025 avait été une année épouvantable avec plus de **70 000 défaillances d'entreprises** dans l'année ; 2026 s'annonce encore plus catastrophique. Au premier trimestre (c'est-à-dire avant l'inévitable choc économique provoqué par la Guerre contre l'Iran), le nombre de nouvelles procédures judiciaires déposées auprès des Tribunaux de commerce a été de 18 986, soit une hausse de 6,4 % par rapport au quatrième trimestre 2025. Quelque 75 350 emplois sont menacés...

Alors que les entreprises reçoivent **211 milliards d'euros d'aides et d'allègements divers par an**, la population française est en droit de leur demander des comptes. Où sont les innovations ? Où sont les produits d'avenir ? Où sont les sauts technologiques ? Où sont les emplois ? Où en est la recherche ? Où sont les investissements aussi bien matériels qu'immatériels ou humains ? Toujours prompt à réclamer une meilleure efficacité des dépenses publiques en vue de leur réduction, le **Patronat** ne répond jamais à ce genre de questions. Et pour cause. **(M.O)**

**Mathias Thépot** poursuit le constat dans *Vague de licenciements : l'État a toujours un temps de retard* : En 2025, le secteur privé a détruit plus de 60 000 emplois, selon les derniers chiffres trimestriels publiés par l'INSEE. Soit, hors Covid, la plus mauvaise année sur le terrain de l'emploi depuis 2012. La facture est notamment très lourde dans l'industrie de l'automobile, l'industrie du bois, la construction et le commerce. Hélas, la saignée devrait se poursuivre en 2026, au vu du nombre de faillites d'entreprises et des plans de licenciements qui s'accumulent.

Dans son rapport d'enquête, **Benjamin Lucas-Lundy** en était arrivé à la conclusion que « *la responsabilité de l'État ne peut être éludée* » dans les plans de licenciements en cours. Et que « *trop souvent, son inaction, son silence ou ses réponses diluées ont renforcé le sentiment d'abandon dans les bassins d'emploi* »...

Une note du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (**CEPII**) datant de 2023 expliquait notamment que « *dans les zones d'emploi où des plans sociaux ont eu lieu, la part d'établissements industriels créés est 14 % plus basse un an après le licenciement collectif, et même 22 % six ans après* ». **(M.T)**

## ***La Militarisation et la Guerre ne sont jamais la solution, mais c'est la logique du Capitalisme en crise***

Il est évident que la **Marche à la Guerre**, comme dans les années 1930, apparaît pour le **Capitalisme** en crise comme LA solution à la crise et surtout comme un élément pour engranger des superprofits. Cela passe d'abord par la **Militarisation** croissante de la Société, à commencer par l'École qui n'échappe pas « *au sang impur qu'abreuve nos sillons* ».

**Romarc Godin** dans son article *Les illusions et les dangers du keynésianisme militaire* explique en détail que cela ne peut déboucher que sur une impasse qui ne fera qu'aggraver la crise que l'on prétend régler par la **Guerre** : Une **étude du FMI confirme la faiblesse de l'effet des dépenses militaires sur la croissance**. En revanche, les **politiques militaristes débouchent souvent sur une forte répression sociale et une fuite en avant belliciste**.

Après avoir essayé et épuisé un grand nombre de tentatives pour faire repartir la croissance et la productivité, les Dirigeants occidentaux ont trouvé une nouvelle martingale pour nous assurer des lendemains heureux : **le Réarmement**. La hausse des dépenses militaires, initialement présentée comme un moyen de défense, est désormais aussi considérée comme un moyen de porter la croissance économique.

Ce « *keynésianisme militaire* » est presque désormais la Doctrine officielle d'un pays comme l'Allemagne, où le gouvernement de « *grande coalition* » dirigé par le Conservateur **Friedrich Merz** ne cache pas que son plan d'investir jusqu'à 150 milliards d'euros d'ici à 2029 dans le **Secteur militaire** doit permettre une reprise de la croissance....

En d'autres termes, **la Croissance produite par le Réarmement ne s'autofinance pas** : elle est coûteuse pour l'État. Le **FMI** estime ainsi que chaque relance militaire coûte en moyenne 2,6 points de **PIB** de déficit supplémentaire et 7 points de **PIB** de dette publique...

Au final, donc, la dépendance de la **Relance militaire** à la demande publique, qui, de fait, est logique dans la mesure où l'acheteur final des armes est l'État, induit deux conséquences majeures. D'abord, cette relance hautement dépendante du flux d'argent public ne se maintient pas dans le temps une fois ce flux tari.

Ensuite et surtout, le maintien de ce flux vers les dépenses militaires doit, *in fine*, se faire au détriment d'autres dépenses. Puisque l'État perd des ressources par cette relance, il lui faut nécessairement faire des arbitrages en faveur de l'**Armée** et au détriment des dépenses de **Services Publics** ou des **Dépenses Sociales**. C'est le débat classique entre le « *pain* » et les « *armes* »....

Immanquablement, ceci conduit à renforcer le pouvoir des Financeurs et donc des **Marchés Financiers** sur les politiques économiques. Or ces politiques économiques sont **des politiques de classe** : elles font porter l'essentiel de l'ajustement sur le Monde du Travail. Il faudra donc s'attendre à ce que l'on exige des peuples des « *sacrifices* » au nom de la Défense régionale ou nationale....

La seule manière d'y échapper est, alors, soit de revenir en arrière, **soit d'utiliser les armes pour avoir accès directement aux ressources par la guerre**.... Il n'y a alors que deux options : la reconversion civile, douloureuse sur le plan social, ou la fuite en avant militariste. La Guerre devient alors l'option la « *plus raisonnable* » : celle qui permet d'entretenir l'Industrie militaire tout en assurant, par la prédation militaire, les ressources nécessaires. C'est ce choix qui sera fait par le **Régime Nazi**, entraînant le monde dans la destruction...

La **Relance Militaire** est donc une idée dangereuse. Non seulement elle n'est pas porteuse sur le plan économique, mais elle fait le lit de la répression sociale et d'une fuite en avant militariste et destructrice. C'est sans doute pour cette raison qu'elle est devenue la politique préférée des dirigeants du **Capitalisme** contemporain. **(R.G)**

∴

En résumé, on peut dire que la **Militarisation** ne peut déboucher que sur la **Guerre** et que celle-ci n'aura qu'un seul objectif : une **Guerre de rapines** pour piller les ressources des pays vaincus. C'est ce que fait déjà, par anticipation de la Guerre généralisée, l'Impérialisme **américain** à travers la politique de **Trump** un peu partout dans le monde.

C'est pourquoi il est hautement réaliste si l'on veut **la Paix** et si l'on refuse **la Guerre** - comme le veulent les **Libres Penseurs** qui sont des **Pacifistes Internationalistes** par nature - d'utiliser tous

les moyens pour stopper la **Militarisation de la Société** qui conduit inévitablement à la **Guerre de Destruction** la plus totale.

La **Libre Pensée** participe à tous les niveaux aux initiatives contre *la Militarisation* et contre *la Guerre* qui vient. Accepter le moindre « *compromis* » en ce domaine, c'est participer à la Marche à la Guerre. C'est pourquoi la **Libre Pensée** participera au **Meeting international à Londres** le 20 juin 2026 et que j'ai signé comme Porte-Parole de l'**Association Internationale de la Libre Pensée** l'*Appel international* à ce **Meeting**.

**Christian Eyschen**

**Sources :**

► *Industrie : l'hémorragie sans fin* de Martine Orange :

<https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/150426/industrie-l-hemorragie-sans-fin>

► *Vague de licenciements : l'État a toujours un temps de retard* de Mathias Thépot :

<https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/150426/vague-de-licenciements-l-etat-toujours-un-temps-de-retard>

► *Les illusions et les dangers du keynésianisme militaire* de Romaric Godin :

<https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/130426/les-illusions-et-les-dangers-du-keynesianisme-militaire>

**Vous pouvez télécharger gratuitement ce Cahier « De la CGT-FO à l'Anarchie » sur :** <https://www.calameo.com/read/003742301c476b551d94b>

**Et vous pouvez télécharger le Numéro 11 « Économie ET Politique » sur :** <https://www.calameo.com/read/003742301f71e5432d451>